

LES FAITS MARQUANTS DE LA AWGLCA 1 ET DE LA AWG 5 MERCREDI 2 AVRIL 2008

Mercredi, le Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention (AWGLCA) a poursuivi ses discussions sur le programme de travail dans une séance plénière officielle et dans un comité de rédaction. Le matin et l'après-midi, le Groupe de travail spécial des nouveaux engagements pour les parties visées dans l'Annexe I au titre du Protocole de Kyoto (AWG) a tenu un atelier de session consacré aux moyens permettant d'atteindre les objectifs de réduction des émissions, et s'est concentré sur l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie (UTCATF), ainsi que sur les approches sectorielles.

AWGLCA

ELABORATION D'UN PROGRAMME DE TRAVAIL:

Mercredi, le AWGLCA s'est réuni en séance plénière officielle pour examiner la vision partagée, les mesures d'atténuation et les mesures d'adaptation.

Vision partagée: L'Australie, appuyée par la République de Corée et d'autres, a déclaré que la vision partagée devrait être plutôt une déclaration d'aspiration que juridiquement contraignante. Le Costa Rica a décrit la vision partagée comme étant la destination, les éléments fondamentaux constitutifs déterminant la manière d'y arriver. La Chine a indiqué que la vision partagée devrait mettre l'accent sur les principes de la Convention, et le Ghana, les PAM, le Venezuela, le Pakistan et l'Algérie ont mis en exergue l'objectif ultime de la Convention et la rigueur scientifique. L'UE a déclaré que l'Article 2 de la Convention (objectif) n'est pas suffisant, et l'AOSIS a indiqué que la tâche consiste à concrétiser l'Article en tenant compte des avancées scientifiques.

Le Bangladesh a proposé des coupes profondes, une année précoce de culmination pour les émissions globales et, avec le Ghana et l'Égypte, un protocole portant sur l'adaptation. L'Afrique du Sud, au nom du Groupe Africain, a mis l'accent sur le traitement égal de l'adaptation et de l'atténuation et sur les besoins particuliers de l'Afrique, des PEID et des PAM.

Le délégué des États-Unis a mis en exergue la différenciation entre les parties, en fonction des conditions économiques et sociales et de leur évolution, ainsi que de l'état actuel et des perspectives de leurs émissions. Il a proposé une focalisation précoce sur les scénarios de stabilisation et la tenue, à la AWGLCA 2, d'un atelier de session consacré aux options offertes en matière de technologies, à leur disposition et à leurs coûts.

La Turquie a parlé du besoin de méthodologies claires permettant de déterminer les objectifs de pays se trouvant à différents niveaux de développement. Le Ghana a souligné le rôle des incitations positives. L'Arabie Saoudite a appelé à une approche verticale ascendante dans la détermination de l'objectif à long terme.

Le Venezuela a déclaré que le programme de travail ne devrait pas aller au-delà des éléments disponibles dans le cadre de la Convention. La République de Corée et l'Indonésie ont plaidé pour la tenue d'un atelier consacré au thème de la vision partagée. L'Australie a proposé un exposé de session, présenté par le GIEC et portant sur les travaux pertinents figurant dans le RE4. La Nouvelle Zélande a plaidé pour un examen précoce de l'objectif global et a proposé que les parties fassent des

soumissions concernant le mesurage, la communication des données et la vérification (MCDV) pour faire avancer l'exploration des modalités.

Atténuation: Plusieurs délégués ont souligné que les pays industrialisés et les pays en développement devraient avoir des engagements distincts. Le Brésil, appuyé par l'Afrique du Sud, a expliqué que les pays industrialisés doivent réduire les émissions, tandis que les pays en développement doivent prendre des mesures visant à réduire la croissance des émissions, et a précisé que la distinction s'appliquait également aux MCDV. La Chine et le Brésil ont souligné que dans les pays en développement, les MCDV devraient se dérouler à l'échelle nationale. Le Brésil et l'Afrique du Sud ont souligné le besoin de mesures d'encouragement internationales en faveur de l'action des pays en développement et d'une reconnaissance des mesures disponibles. L'Inde a donné une illustration du paradigme d'équité ou de convergence en matière d'émission dans le domaine de l'atténuation.

Le Japon a appelé à des objectifs nationaux intermédiaires fondés sur des approches sectorielles, soulignant qu'ils ne remplaceraient pas les objectifs quantifiés et qu'ils seraient différents pour les pays industrialisés et les pays en développement. L'AOSIS a souligné que les approches sectorielles pour les pays industrialisés doivent être considérées dans le cadre des objectifs nationaux. Les États-Unis, l'UE et d'autres ont plaidé pour l'exploration de l'idée des approches sectorielles. L'Argentine, l'Australie, les États-Unis, l'UE et la Fédération de Russie ont proposé d'explorer les critères encadrant la différenciation.

Le G-77/Chine a parlé du besoin d'éclaircir "comparabilité des efforts" fournis par les pays industrialisés. Le Brésil et d'autres ont déclaré que cela est particulièrement pertinent pour les parties non signataires du Protocole de Kyoto.

L'UE a plaidé pour des discussions parallèles sur les actions des pays industrialisés et les actions des pays en développement, l'Indonésie, explorant davantage les MCDV.

Cuba, avec l'Arabie Saoudite, a proposé un atelier consacré aux conséquences économiques et sociales des mesures de réactivité. Le Ghana, avec l'Arabie Saoudite, a encouragé l'examen de la possibilité d'étendre la liste des gaz à effet de serre.

Adaptation: Le G-77/Chine, l'UE et d'autres ont soutenu l'idée d'examiner en parallèle l'adaptation et l'atténuation. La Zambie a encouragé l'élévation de l'action d'adaptation pour la mettre au niveau de l'action d'atténuation. La Chine a déclaré qu'on devrait accorder aux mesures d'adaptation plus d'importance qu'aux mesures d'atténuation. Le Venezuela a appelé à une approche holiste.

Plusieurs délégués ont souligné le besoin de se concentrer sur les pays et les régions vulnérables. Le G-77/Chine a fait part de ses réserves quant au manque de financement pour l'adaptation et quant à la fragmentation des programmes et des fonds.

L'Afrique du Sud, avec d'autres, a souligné le besoin d'éviter la réplication des travaux et de se concentrer sur la mise en application. La représentante a proposé de rationaliser les mécanismes de financement et de réexaminer le cadre institutionnel. La Nouvelle Zélande a proposé que le secrétariat conduise une évaluation des activités menées dans le cadre de l'adaptation.

La Zambie a appelé à une approche dont les pays prennent l'initiative. Le Japon a déclaré que la planification des mesures d'adaptation devrait être intégrée dans la planification du développement et a appelé à une coopération entre les donateurs. Le Togo et la Chine ont mis l'accent sur les besoins financiers et

techniques. L'INDE et d'autres ont proposé d'élargir le prélèvement pour l'adaptation à tous les mécanismes et de créer d'autres instruments financiers. L'Australie a plaidé en faveur de la poursuite du travail analytique pour la détermination du financement nécessaire à l'adaptation. L'AOSIS a proposé l'élaboration d'un rapport économique portant sur les effets du changement climatique sur les PEID et, avec les PAM, à la création d'un fonds d'adaptation dans le cadre de la Convention. SAMOA a suggéré la mise en place d'un système d'assurance par pool, constitué par des contributions apportées par les pays industrialisés.

L'UE, la CHINE, BELIZE, le PANAMA et d'autres ont proposé la tenue de divers ateliers. OMAN a fait état des contraintes de temps et a souligné que les ateliers ne devraient pas remplacer les négociations.

Le délégué des ETATS-UNIS a plaidé pour une différenciation entre les pays, fondée sur les effets prévus et la capacité d'adaptation. PALAU a encouragé le transfert de technologies et de bonnes pratiques adaptées au niveau local, et à une diffusion des données aux communautés locales.

Le COSTA RICA a encouragé l'examen d'autres processus pertinents, tels que la Stratégie internationale pour la prévention des catastrophes. L'ARABIE SAOUDITE a soutenu l'idée de tenir un atelier consacré au traitement de la question de la résistance à la fois aux changements climatiques et aux mesures de réactivité.

Comité de Rédaction Officiel: Au cours de la séance du soir, les délégués ont eu à examiner une matrice provisoire du programme de travail au titre de 2008, le point de focalisation et des activités particulières de chacune des sessions à venir restant à élaborer. Les discussions se sont concentrées sur la possibilité de tenir un atelier consacré à la vision partagée, y compris le calendrier, et sur le point de savoir si l'initiative en devait être prise par les parties. Les délégués ont également examiné l'opportunité de tenir un débat ministériel sur ce sujet, à la CdP 14. Le groupe a également souligné le besoin de débattre des interconnexions entre les éléments constitutifs et de l'à-propos de l'élaboration d'un programme de travail au titre de 2009.

AWG

ANALYSE DES MOYENS PERMETTANT D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE REDUCTION DES EMISSIONS: Atelier de session: Mercredi matin et après-midi, le AWG a tenu un atelier de session concentré sur l'UTCATF et sur les approches sectorielles.

Maria José Sanz, secrétaire de la CCCC, a donné un aperçu des dispositions et décisions relatives à l'UTCATF dans le cadre du Protocole. Peter Holmgren, FAO, a souligné le besoin d'un suivi comptable et de synergies entre la surveillance des activités forestières dans le traitement des changements climatiques et d'autres problèmes environnementaux. Jim Penman, GIEC, a fait état d'avancées scientifiques propres à apaiser une bonne partie des craintes de l'ère pré-Kyoto concernant la gestion des forêts. Il a suggéré: la conduite d'un examen de l'UTCATF dans le cadre de la REDD; la simplification des règles pour les projets axés sur les puits de carbone, inscrits dans le cadre du MDP; l'examen de la question des produits ligneux récoltés (PLR); et, s'agissant des risques de permanence, la mise en œuvre de périodes moyennes plus longues ou l'entreprise d'évaluations minimales pour expliquer les pertes éventuelles.

Le JAPON a présenté un exposé portant sur les expériences nationales, faisant état d'une amélioration des politiques et mesures, qui sont en train d'élargir la participation et l'utilisation des produits et de la biomasse. L'UE a suggéré de réexaminer et de simplifier les règles régissant la comptabilité, sans créer d'incitations nocives, et d'impulser les suppressions effectuées à partir de la biomasse durable ou de l'énergie et des PLR. La NOUVELLE ZELANDE a parlé des expériences vécues dans l'intégration de l'UTCATF dans son système d'échange des quotas et a déterminé les règles appliquées dans l'UTCATF qui devraient être réexaminées. Le CANADA a proposé trois principales améliorations: l'amélioration des structures de l'encouragement de la gestion durable des terres; la détermination du cycle de vie des stocks de carbone; et une plus grande focalisation sur la distinction entre émissions et suppressions anthropogéniques. Il a proposé que le sous-groupe sur l'UTCATF examine ce sujet.

L'Australie a souligné que les parties ne devraient pas régler d'avance les nouvelles options pour l'atténuation au titre de l'UTCATF et préféré la conduite d'un réexamen des règles actuelles pour s'assurer de la simplicité sans incitations nocives. Le délégué a indiqué que des systèmes de surveillance sont désormais disponibles pour permettre une comptabilité plus précise. Le TUVALU a encouragé les parties à ne pas réécrire les règles et principes disponibles, notant qu'il pourrait être nécessaire de réexaminer les directives du GIEC concernant les terres gérées et les terres non gérées. Le délégué a indiqué que les activités inscrites dans le cadre du MDP devraient rester limitées aux projets de

boisement et de reboisement. Apportant son appui au TUVALU, le BRESIL a déclaré que si les activités relevant de l'Article 3.4 (activités supplémentaires induites par l'Homme) venaient à être élargies, le GIEC devrait être invité à cerner la question de "factoring out," en vue d'améliorer la compréhension des changements anthropogéniques par rapport aux changements naturels survenus dans les stocks de carbone.

La CHINE a fait objection à l'introduction de grandes modifications dans la seconde période d'engagement et a souligné que les dispositions ayant trait à l'UTCATF devraient s'appliquer uniquement aux pays visés à l'Annexe B. La FEDERATION DE RUSSIE a plaidé pour des procédures d'inventaires plus simples et plus efficaces. Le TUVALU a appelé à l'établissement d'un lien politique entre les règles régissant l'UTCATF et les niveaux d'engagement. La MALAISIE a appelé à une intégration des règles et à leur renforcement.

Au sujet de l'inscription de l'UTCATF dans le cadre du MDP, l'OUGANDA a plaidé pour un amendement des règles, mentionnant les avantages offerts par les forêts en termes de développement socioéconomique et d'atténuation. Le BRESIL et SAMOA ont mis en garde contre le risque de sacrifier l'intégrité environnementale du MDP. L'Australie et la Suisse ont indiqué que les règles peuvent être simplifiées sans toucher à la rigueur des résultats environnementaux. Le BENIN et le SENEGAL ont souligné les interconnexions entre la participation de l'Afrique dans le marché de carbone et le rôle de la foresterie.

Richard Baron, Agence internationale de l'énergie, a tracé les grandes lignes de trois approches sectorielles: le potentiel d'atténuation à un niveau sectoriel; l'action sectorielle concertée internationale; et l'action particulière aux secteurs dans les pays en développement.

Jake Schmidt, Center for Clean Air Policy, a décrit les méthodes à employer pour encourager la prise de mesures d'atténuation dans les pays en développement tout en déployant des technologies à faibles émissions de carbone. Il a également illustré la manière dont les approches sectorielles peuvent aider à la détermination des objectifs des pays visés à l'Annexe I.

Jane Hupe, Organisation internationale de l'aviation civile, a appelé à une coopération entre la CCCC et le Groupe sur le transport aérien international et les changements climatiques.

Brian Flannery, Chambre internationale du commerce, a recommandé la continuation des initiatives volontaires, l'octroi d'une priorité à l'efficacité des coûts, le maintien de la souplesse et l'évitement de la compétitivité entre les secteurs et entre les pays et la détermination des implications économiques et commerciales des approches sectorielles.

L'UE, la NOUVELLE ZELANDE, la CHINE et le CANADA ont souligné que les approches sectorielles devraient soutenir et non pas remplacer, les objectifs nationaux. La Suisse, l'Australie, le TUVALU, la NOUVELLE ZELANDE et d'autres ont plaidé pour l'examen des approches sectorielles dans le AWGLCA. La NOUVELLE ZELANDE a suggéré la tenue d'un atelier consacré aux approches sectorielles et devant présenter son rapport aux deux AWG. Le JAPON a noté que le thème des approches sectorielles est utile pour l'établissement de passerelles entre les deux AWG.

DANS LES COULOIRS

Mercredi soir, les délégués étaient un peu fatigués, après une journée entière de réunions parallèles menées dans les deux AWG. Dans leurs réflexions sur les pourparlers du AWGLCA, beaucoup ont déclaré y avoir entendu un tas d'idées familières et peu d'idées nouvelles. Toutefois, quelques-uns ont parlé "d'idées intéressantes" qui ont émergé durant les discussions de la journée, telles que les "stratégies de dépassement." D'autres ont craint de voir les propositions en faveur d'un protocole sur l'adaptation servir au détournement de l'attention de la question plus urgente de mesures d'adaptation précoces.

"Abrutissant," voilà comment certains ont décrit le débat officiel, mené dans la soirée, sur la question du programme de travail, lorsque les délégués sont passés à l'étape essentielle consistant à soumettre des idées pour les prochaines sessions, le travail préparatoire et les ateliers prévus en 2008. Quelques délégués ont réalisé qu'ils n'avaient pas de vision partagée sur l'atelier consacré à la vision partagée.

Dans les discussions du AWG, l'UTCATF a été un sujet litigieux, l'un des délégués faisant observer qu'il était "en train de revivre le cauchemar des Accords de Marrakech," avec une divergence de vues sur le point de savoir si, et dans quelle mesure, il est besoin de les amender.

Certains participants ont signalé que de nombreux membres du Congrès américain sont en train de grouiller à propos de la réunion, sans doute pour se tenir au courant de ce qui se passe en préparation de la prochaine administration américaine.